



Aff N°: C25016836

N° chrono: 6

Date: 03/06/25

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

UGECAM L'ALOUETTE REHABILITATION BATIMENT H T250029067 LA ROCHE SUR YON (85)

MAITRE D'OUVRAGE

UGECAM BRPL

2 CHEMIN DU BREIL
44814 ST HERBLAIN CEDEX



apave

mission de confiance

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - La Roche sur Yo
LUMEAU DENIS
Rue Jacques Yves Cousteau
ZA de Beaupuy
CS 10042
85017 LA ROCHE SUR YON CEDEX

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - La Roche sur Yo
LUMEAU DENIS
Rue Jacques Yves Cousteau
ZA de Beaupuy
CS 10042
85017 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	10/03/25	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	5
2	Aucun	03/06/25	Nouvelle rédaction du PGC : Mise à disposition des sanitaires et de la salle de réunion par le MOA	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	8
2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT	8
3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	9
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	17
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	19
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	19
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	22
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	22
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	23
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	23
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	27
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	27
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	36
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	36
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	38
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	38

7. ANNEXES	39
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	39
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	43
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	43
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	43
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	43
7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	43

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

UGECAM L'ALOUETTE REHABILITATION BATIMENT H T250029067 - LA ROCHE SUR YON (85)

Descriptif de l'opération :

43 rue Kepler

85000

LA ROCHE SUR YON

Calendrier :

Date début des travaux : 15/07/2025

Durée totale des travaux : 6 MOIS

Planning - Phasage de l'opération :

Pas de phasage à la rédaction du PGC

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 9

Effectif pointe prévisible :

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre restreint

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
25	<p>ETAT DES LIEUX AU COMMENCEMENT DE LA MISSION SPS</p> <p>Avancement général du chantier</p> <p>La communication des pièces écrites et graphiques de ce projet ont eu lieu alors que les entreprises ont déjà communiqué les offres.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	pm
60	<p>DISPOSITIONS PARTICULIERES A PRENDRE - MISE A NIVEAU DES MESURES DE COORDINATION SPS</p> <p>Dispositions à prendre par le maître d'ouvrage</p> <p><u>Contractualisation du PGC</u></p> <p>Afin d'assurer une bonne mise en oeuvre de la coordination SPS sur votre chantier, nous vous rappelons que le PGC doit être rendu contractuel au même titre que les autres documents du marché (cf article R4532-44 du code du travail : " le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.....").</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.

3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
131	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>			
69	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
108	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
43	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p><u>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier.</u></p> <p>Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

5	Identification des entreprises Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
97	Conditions de travail des entreprises étrangères Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporaire des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement. <ul style="list-style-type: none"> • Application de l'article R 1263-3: l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail). • Article R 1263-5: la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
73	Utilisation du personnel intérimaire Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
14	Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : A la charge du prestataire de service : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. A la charge de l'entreprise donneur d'ordre : <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. 	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

82	<p>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</p> <p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise.</p> <p>A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • monteurs de grue • poseurs de filets • monteurs d'échafaudage, etc. 	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
67	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier.</p> <p>Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
92	<p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p> <p><u>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.</u></p> <p><u>Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier.</u></p> <p><u>Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'œuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur.</u></p> <p>Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identité du demandeur et le motif de la visite - les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu - l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement - le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite - le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs - les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection. 	Tous interv.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
75	<p>Dispositions particulières concernant la lutte contre le travail illégal</p> <p>Une convention de lutte contre le travail illégal est jointe en annexe du présent document.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	pm
	Déclaration de sous-traitants			

1	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avant interv.
29	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ; afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention. <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
13	<p>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
44	<p>Itinéraire d'accès - Fléchage</p> <p>Le titulaire du lot principal doit mettre en place une signalisation verticale temporaire pour indiquer les accès au chantier pour les livraisons et la base vie.</p> <p><u>La signalisation mise en place ne devra pas entraver la circulation des usagers</u> (véhicules et piétons)</p> <p>Aucun accès chantier ne devra être fait par l'accès réservé à la clientèle de la clinique</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv.	Ph. préparation

3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER			

74	Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
51	Organisation générale Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
23	CLOTURE DE CHANTIER Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
132	Caractéristiques générales Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: <ul style="list-style-type: none"> • Une clé pour intervenir dans le chantier et pour accéder à la salle de réunion sera mise à disposition dans la boîte à clé située sur la façade avant du chantier code à définir par le MAO • de panneaux "chantier interdit au public" • de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire • Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture. 	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
61	Signalisation particulière Le titulaire du lot est en charge de la reproduction, sur support imputrescible en 0.80x1.20m, des consignes de sécurité disponibles en annexe de ce PGC SPS. La prestation intègre la reproduction, l'affichage, le supportage et la maintenance du dispositif sur la durée des travaux. L'affichage se fera sur chaque point d'accès au périmètre des travaux.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
39	Entretien des clôtures Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
81	Panneau de chantier Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979 et le décret 2023-452 du 9 juin 2023 , pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable dans le bureau de chantier.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				

16	Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
	Branchements provisoires			
115	Pas de branchements provisoires. Le Maître d'Ouvrage met à disposition la totalité des fluides et énergies présents sur la parcelle et dans les locaux. A charge des intervenants d'avoir une attitude écoresponsable face à l'utilisation de ses ressources.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
	<u>Electricité</u>			
130	Le Maître d'Ouvrage met à disposition cette énergie dans les locaux.	Maître d'ouvrage	Tous interv.	Durée chantier
	<u>Eau</u>			
112	Le Maître d'Ouvrage met à disposition ce fluide dans les locaux.	Maître d'ouvrage	Tous interv.	Durée chantier
	<u>Réseau E.U</u>			
103	Le Maître d'Ouvrage met à disposition la totalité des fluides dans les locaux. Aucune vidange et/ou nettoyage de matériel et produits utilisés dans le cadre des travaux n'est autorisée dans le réseau EU/EV. Si une dérive était constaté, le nettoyage sera réalisé au frais du défaillant ou du groupement d'entreprises réalisant le programme de travaux.	Tous interv.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	Aires de chantier			
35	Les surfaces extérieures stabilisées sont mises à disposition des entreprises pour le stockage et le parking des véhicules et engins de chantier. Aucun stationnement ou stockage (matériel ou matériaux) ne sera effectué sur le domaine public sans prise en compte des contraintes du code de la route et de l'accessibilité (PMR et entrave sur domaine public)	Maître d'oeuvre Tous interv.	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier			
38	L'emprise du chantier ne permet pas la mise en place d'un parking pour les véhicules personnels des salariés du chantier. Ceux ci devront être stationner sur les parkings voisins de la zone du projet.	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
	Branchements			
105	Pas de branchements provisoires. Le Maître d'Ouvrage met à disposition la totalité des fluides et énergies présents sur la parcelle et dans les locaux. A charge des intervenants d'avoir une attitude écoresponsable face à l'utilisation de ses ressources.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Eclairage des circulations</u>			

99	<p>Les éclairages des circulations verticales et horizontales dans les existants sont mis à disposition par le Maître d'Ouvrage</p> <p>Pas de branchements provisoires.</p> <p>A charge des intervenants d'avoir une attitude écoresponsable face à l'utilisation de ses ressources.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
20	<p><u>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</u></p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol</u></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
71	<p><u>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol</u></p> <p>Utilisation obligatoire de baladeuse en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie, dans toutes les zones humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en sous-sol, • vide sanitaire, • galerie technique, • fosse d'ascenseur, etc. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
52	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Gestion de cantonnement - Base vie</p> <p><u>La base vie sera gérée par le Maître d'Ouvrage pendant toute la durée des travaux du présent marché.</u></p> <p>Elle sera <u>ouverte chaque matin par les entreprises du chantier. La base vie se trouve à l'étage du bâtiment objet des travaux. Les entreprises du chantier auront aussi à charge de refermer chaque soir au départ de la dernière équipe.</u></p> <p>Cette base vie <u>devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux</u>, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
120	<p>Installations communes de vie collective</p> <p><u>Les installations de vie collective sont mises à disposition par le Maître d'Ouvrage et seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</u></p> <p><u>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier.</u></p> <p>Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p><u>Vestiaires</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

56	<p>Les installations vestiaires sont mises à disposition par le Maître d'Ouvrage dans le bâtiment objet des travaux et seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>A l'identique des sanitaires, les vestiaires intégreront défacto une partie Hommes et une partie Femmes</p> <p>Le mobilier sera déterminé pour l'effectif de pointe du chantier</p> <p><u>Réfectoire</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
59	<p>Une salle pouvant faire fonction de réfectoire avec les équipement exigé par le Code du Travail sera mise à disposition par le Maître d'Ouvrage dans le bâtiment objet des travaux et sera commune à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Le mobilier sera déterminé pour l'effectif de pointe du chantier</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
127	<p>Rappel:</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Code du Travail interdit la prise de repas dans les locaux de travail. La consommation d'alcool est strictement interdite dans le périmètre du chantier. 	Tous interv.	Tous interv.	pm
129	<p>Installations communes d'hygiène</p> <p>Les installations sanitaires (wc homme, wc femme, lavabos) sont mises à disposition par le Maître d'Ouvrage dans le bâtiment situé en face du chantier et seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Ils intégreront une partie Hommes et une partie Femmes</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
128	<p>Salle de réunion</p> <p>La salle de réunion sera mise à disposition par le Maître d'Ouvrage dans le bâtiment situé en face du chantier</p> <p>Le mobilier sera déterminé pour l'effectif de pointe du chantier</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
113	<p>Tableaux d'informations des salariés</p> <p>Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (affichages obligatoires, consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...)</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
41	<p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p> <p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .Ces travaux de nettoyage sont pris en charge par le Maître d'Ouvrage dans la gestion des locaux de vie.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
22	<p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</p> <p>Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.</p>	Compte prorata Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Compte prorata	Durée chantier
15	<p>Consommation et abonnements</p> <p>Les dépenses affectées, selon CCAG normatif, au compte prorata sont pris en charge directement par le Maître d'Ouvrage de cette opération</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

126	DEPENSES D'EXPLOITATION Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
2	CHAUFFAGE DU CHANTIER Lorsque le chauffage ou le préchauffage du chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du Maître d'œuvre, entre le Maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés. Ces frais ne doivent en aucun cas figurer au compte prorata.	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
80	NETTOYAGE DU CHANTIER Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Maître d'œuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
9	SOL ET SOUS-SOL Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Entrep. concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'œuvre	Avant interv.
21	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : <ul style="list-style-type: none"> déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Avant interv.

94	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
90	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
77	CONDITIONS METEOROLOGIQUES Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
91	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
27	CIRCULATION DES PIETONS Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre OPC	Maître d'oeuvre OPC Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
46	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50	Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde -corps sur toute leur longueur. Les garde corps des passerelles seront en jonction avec les barrières TP qui sécurisent les terrassements.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
101	Plate-forme autour ouvrage Les plates formes autour du bâtiment ou de l'ouvrage, auront une surlargeur de 3.00ml , pour permettre les déplacements des personnes, la mise en place d'échafaudage. Cette surlargeur est prise au droit de la façade.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES			

119	<p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p> <p>Escaliers provisoires - Tours escaliers</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
118	<p>L'accès aux toitures en travaux se fera depuis des échafaudages sur les bas de pente et les pignons.</p> <p>L'échafaudage intégrera de préférence un escalier d'accès pour faciliter l'évacuation assise ou brancardée d'un éventuel blessé.</p> <p>Echafaudage commun</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
83	<p>La mutualisation des moyens d'intervention est un des bras de levier d'optimisation de l'organisation du chantier et d'accroissement des conditions de sécurité des intervenants.</p> <p>A ce titre, la réglementation et les institutionnels encouragent les Maitrises d'Ouvrage à orienter les Maitrises d'Ouvre vers la gestion des projets en intégrant des échafaudages communs.</p> <p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées <p>Vérifications réglementaires : généralités</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

125	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES : - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation).</p> <p>Vérifications journalières</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
33	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
8	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
124	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
102	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levages seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir justifier à tout moment de ces conformités. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
11	Sujétions relatives à l'utilisation des chariots élévateurs N'utiliser les chariots élévateurs pouvant entraîner des dégradations du sol qu'en cas de nécessité, les dégradations du sol devront être reprises au fur et à mesure. <u>Tenir à disposition sur le site les autorisations de conduite.</u>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Etab. en activité Maître d'oeuvre	Durée chantier
26	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
98	APPROVISIONNEMENTS Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'oeuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Etab. en activité Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
64	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
58	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES			

40	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'œuvre</p>	<p>Maître d'œuvre</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
57	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</p> <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p>Réception des équipements d'accès temporaires</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'œuvre</p>	<p>Maître d'œuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>

76	<p>Faire réceptionner les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception.</p> <p>Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VERIFICATIONS PERIODIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). 	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
85	<p>Panneau d'identification</p> <p>Identifier chaque tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, par un panneau indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'entreprise ayant effectué le montage - la date et les noms des personnes ayant réceptionné la structure - les dates et noms des personnes ayant effectué les vérifications réglementaires de sécurité (avant mise ou remise en service, trimestrielles, journalières) - les noms et coordonnées téléphoniques de la personne que les utilisateurs peuvent joindre en cas de nécessité, liée en particulier à l'entretien et la sécurité de la structure. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
121	<p>Dossier à tenir à disposition sur le chantier</p> <p>Constituer et tenir à disposition sur le chantier le dossier prévu à l'article 4 de l'arrêté du 21 décembre 2004, comprenant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la note de calcul du fabricant ; - informations relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer et notamment les charges à supporter qu'impliquent ces travaux (cahier des charges du lot échafaudage). - informations nécessaires à l'examen de montage et d'installation, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports et des ancrages, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation, à la nature du bâchage éventuel. - les compte-rendus de vérifications avant mise ou remise en service, trimestrielles et journalières. - le registre d'observations. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
79	<p>Vérifications journalières</p> <p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier

106	<p>Montage, démontage, transformation</p> <p>L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail.</p> <p>Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.</p> <p>Consigne d'utilisation</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
100	<p>Informers les personnes utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier. - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et décombres doivent être évacués. - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers. - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela. <p>Informers chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,...) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
116	<p>Gelée, verglas, neige</p> <p><u>Condamner les accès temporaires par des moyens matériels</u> empêchant leur utilisation lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige.</p> <p>Signaler le danger par panneau.</p> <p><u>Faire sabler / saler ces accès et vérifier l'absence de risque de glissade avant d'autoriser leur utilisation.</u></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
55	<p>Echelles portables</p> <p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail.</p> <p>Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés <u>en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou</u> lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de <u>travaux de courte durée</u> ne présentant <u>pas un caractère répétitif</u>.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le code du travail.</p> <p>Les principales dispositions sont : fixations en partie supérieure ou inférieure des montants, présence de dispositifs antidérapants, dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dûs aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
53	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : - la date de mise à disposition - les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc.....	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

111	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
78	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Etab. en activité Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Etab. en activité Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
89	<p>PORT DES E.P.I.</p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise...).</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
	<p>RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES</p>			

68	<p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p>Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
86	<p>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc.</p> <p>A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
63	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
110	<p>Pose et dépose de protections collectives</p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives.</p> <p><u>Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives.</u></p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Protections périphériques</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>

114	<p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <p>Protection collective en sous face - filets de recueil</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
65	<p>Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.</p> <p>Rappel des principales dispositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune. - Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie). - S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple). <p>L'entreprise justifiera le tirant d'air et la hauteur d'implantation du filet de recueil dans son PPSPS.</p> <p>Réception des filets de recueil</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
107	<p>Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet</p> <p>Vérification régulière des filets en service</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
30	<p>Veiller au maintien des filets dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception, par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bon état des filets, • leur tension, • la bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage. <p>Pendant les périodes de vent fort, vérifier quotidiennement l'état des estropes</p> <p>Changer les nappes présentant une seule blessure de cordonnet ou une seule rupture de maille ou donnant des signes d'usure, ainsi que les nappes ayant récupérées un homme ou une masse au moins équivalente, si une réparation doit être envisagée, la faire effectuer par le fabricant du filet ou par une personne spécialement formée.</p> <p>Renforcer ou remplacer, autant que de besoin, appareils de fixation et points d'accrochage.</p> <p>En cas de modification de l'installation, établir un nouveau procès-verbal.</p> <p>Documentation sur les filets à détenir sur chantier</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier

54	<p>Tenir à disposition l'analyse des besoins et le procès-verbal de réception des filets, ils doivent pouvoir être présentés à la demande du Service prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse régionale lors d'une visite de chantier.</p> <p>Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.</p> <p>Echelles de couvreur</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
18	<p>Les échelles plates, dites « échelles de couvreurs », seront fixées de manière à ne pouvoir ni glisser ni basculer.</p> <p>Conditions atmosphériques défavorables</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
117	<p>Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
93	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
96	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
36	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</p>			

19	Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
12	Trémies Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes...) Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies. Poser les gardes-corps définitifs dès que possible	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
72	Réservations, gaines Mettre en place des platelages et les obturateurs fixés au sol sur les réservations.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
84	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
47	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
10	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle : - de terre rapportée sur la zone de ses travaux - de réseaux ou canalisations enterrés - des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

109	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIERES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Etab. en activité Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
4	Silice Cristalline Découpe de béton ou matériaux minéral par exemple. Afin d'éviter les risques liés à la propagation des poussières susceptibles de contenir de la silice cristalline, les mesures de prévention ci dessous sont à mettre en oeuvre : <ul style="list-style-type: none"> Planifier les taches émettrices afin d'éliminer la co-activité. Mettre en oeuvre prioritairement des modes opératoires à l'humide. Utiliser des équipements intégrant une aspiration à la source. Nettoyer régulièrement la zone de travail et les zones à proximité à l'aide d'aspirateur équipé de filtre à très haute efficacité. Porter des équipements individuels de protection respiratoire. Organiser un contrôle régulier de l'empoussiérement afin de respecter la VLEP. 	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
17	UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Toutes entrep.	Etab. en activité Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX			

37	<p>Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail.</p> <p>Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Etab. en activité Maître d'oeuvre Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
48	<p>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
123	<p>TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (Arrêté du 25/02/2003)</p> <p>Risque de chute de plus de 3 m.</p> <p>L'entreprise soumise a ce type de Travail à Risque Particulier fera l'analyse de risque de ces taches dans le cadre du programme de travaux.</p> <p>Elle prendra en compte les risques générés, importés et exportés.</p> <p>Elles mettra en évidence dans son PPSPS, les risques résiduels à ses opérations.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
45	<p>Montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds</p> <p>L'entreprise soumise a ce type de Travail à Risque Particulier fera l'analyse de risque de ces taches dans le cadre du programme de travaux.</p> <p>Elle prendra en compte les risques générés, importés et exportés.</p> <p>Elles mettra en évidence dans son PPSPS, les risques résiduels à ses opérations.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

66	<p>Utilisation d'appareils de levage de capacité > 60 t.m (grues mobiles, à tour,....)</p> <p>L'entreprise soumise a ce type de Travail à Risque Particulier fera l'analyse de risque de ces taches dans le cadre du programme de travaux.</p> <p>Elle prendra en compte les risques générés, importés et exportés.</p> <p>Elles mettra en évidence dans son PPSPS, les risques résiduels à ses opérations.</p> <p>Le plan d'adéquation de levage, diffusé en annexe du PPSPS, sera réalisé sur le fond de plan de l'implantation des réseaux.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
----	--	-------------------	--------------------------------------	------------------------------------

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
88	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
49	Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 et le 114 (<u>pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX</u>) à partir d'un téléphone fixe ou mobile. Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
34	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Etab. en activité Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv.	Durée chantier
31	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	TRAVAILLEURS ISOLEES			

28	<p>Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
----	--	-------------------	---------------------------------	----------------

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
3	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p><u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 		Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
87	<p>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</p> <p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prenom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</p>			
70	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avant interv.
42	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	UGECAM BRPL 2 CHEMIN DU BREIL 44814 ST HERBLAIN CEDEX France		0240138200 0240138201
Maître d'ouvrage personne physique	UGECAM BRPL 2 CHEMIN DU BREIL BP 60075 44814 ST HERBLAIN CEDEX France	M. ROC'H Vincent	0240138200 0240138201 vincent.roch@ugecam.assurance maladie.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - La Roche sur Yo Rue Jacques Yves Cousteau ZA de Beaupuy CS 10042 85017 LA ROCHE SUR YON CEDEX France	M. LUMEAU DENIS	denis.lumeau@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - La Roche sur Yo Rue Jacques Yves Cousteau ZA de Beaupuy CS 10042 85017 LA ROCHE SUR YON CEDEX France	M. LUMEAU DENIS	denis.lumeau@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL UC-1 Cité Administrative Travot 85000 ROCHE SUR YON France		0251452132 0251378851 ddets-uc1@vendee.gouv.fr
DREAL	UD DREAL 135 rue Philippe Lebon ZI Nord 85000 LA ROCHE SUR YON France		0251477600 0251477610
CRAM	CARSAT PAYS DE LA LOIRE 2, place de Bretagne 44932 NANTES CEDEX 9 France		0971103960 0251728008 prevention@carsat-pl.fr
OPPBTP	OPPBTP PAYS DE LA LOIRE Centre d'Affaires EXAPOLE 275, boulevard Marcel Paul 44800 SAINT HERBLAIN France		0240496802 0240521948 paysdelaloire@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	RAVALEMENT ENDUITS EXTERIEURS	<i>Non désigné</i>							
03	PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	<i>Non désigné</i>							
04	COUVERTURE POSE VELUX	<i>Non désigné</i>							
05	ELECTRICITE COURANT FAIBLE	<i>Non désigné</i>							
06	POSE ALARME	<i>Non désigné</i>							
07	VRD ESPACES VERTS CLOTURES	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels